

N°DBCA-2019-010

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
4
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONVENTION DE PARTENARIAT ARMADA 2019

Le 07 février 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 24 janvier 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le Code général des collectivités territoriales,
- la délibération n°2018-CA-40 du 13 décembre 2018 portant actualisation des tarifs et des participations demandés par le Sdis 76 aux bénéficiaires de certaines prestations,
- la délibération n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

L'association « ARMADA DE LA LIBERTE » organise périodiquement depuis sa création en 1994, des rassemblements de grands voiliers et navires modernes réalisant ainsi à ces occasions diverses manifestations. Le prochain rassemblement se déroulera du 06 au 16 juin 2019 dans le port de Rouen.

Dans le cadre des questions organisationnelles dont celles de la sécurité inhérente à ce genre de manifestations, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) s'engage à renforcer ses moyens humains et matériels sur le site même ainsi qu'aux abords de la manifestation et ce à titre onéreux.

Afin de permettre la réussite de la manifestation « ARMADA 2019 », le Sdis 76 et l'association « ARMADA DE LA LIBERTE » ont souhaité convenir d'une relation partenariale dont les termes sont exposés dans le projet de convention ci-jointe.

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir autoriser le président à signer la convention de partenariat ci-jointe, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190207-DBCA-2019-010-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/02/2019

Affichage : 11/02/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



Convention de Partenariat Armada 2019

ENTRE :

LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

6 rue du Verger - CS 40078 à YVETOT 76192 (Seine-Maritime),
Représenté par son président, André GAUTIER, agissant en cette qualité au nom et dans l'intérêt
du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, en exécution d'une
délibération du Bureau du Conseil d'administration en date du

ci-après dénommé « le Sdis 76 »
d'une part,

ET :

L'ARMADA DE LA LIBERTE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,
Déclarée à la préfecture de Seine Maritime le 28 décembre 1990 sous le n ° D. 12373 (Journal
Officiel du 6 février 1991),
Dont le siège est situé hangar 23, 23 boulevard Émile Duchemin, à ROUEN 76000 (Seine
Maritime),
Représentée par Patrick HERR, agissant en qualité de Président de l'Association, en exécution
d'une délibération du Conseil d'Administration du 7 juin 2017.

ci-après dénommée « l'Association »
d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

I – EXPOSE

L'Association « L'ARMADA DE LA LIBERTE » a été constituée pour célébrer, en 1994, le 50ème anniversaire du Débarquement allié et de la Bataille de Normandie, en organisant, dans les ports de Rouen et du Havre, un rassemblement de grands voiliers et de navires modernes, réalisant toutes manifestations à cette occasion, et notamment, le dernier jour, la parade en Seine jusqu'à l'embouchure du fleuve.

Depuis, l'Association a modifié ses statuts, et en particulier son objet, afin d'organiser périodiquement de tels rassemblements, dont le dernier a eu lieu en 2013.

Le prochain rassemblement aura lieu du 6 au 16 juin 2019 dans le port de Rouen et s'intitulera « ARMADA 2019 ».

II - CONVENTION

Article 1 — Objet

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de partenariat entre les deux parties pendant la manifestation « ARMADA 2019 » qui se déroulera à Rouen du six (6) juin au seize (16) juin 2019 et de définir les obligations réciproques de ces parties.

Article 2 — Durée

La présente convention produira effet, à compter de sa notification, après signature des parties, jusqu'à la clôture des obligations en matière financière ou de présentation de pièces justificatives.

Article 3 — Budget

Le budget prévisionnel de l'opération figure en annexe 1 de la convention.

III - PARTENARIAT

Article 4 – Obligations du Sdis 76

Afin de permettre à la manifestation de se dérouler dans des conditions de sécurité optimales, le Sdis 76 s'engage à renforcer ses moyens humains et matériels sur le site et aux abords pendant la durée de l'« ARMADA 2019 ».

Les moyens prévisionnels mobilisés pour assurer la sécurité sont détaillés en annexe 2 de la convention.

Cette prestation est assurée à titre onéreux suivant des conditions tarifaires particulières adaptées à l'événement et détaillées à l'article 7 de la convention.

Article 5 — Obligations de l'Association

L'association s'engage à payer le montant de la prestation mise partiellement à sa charge suivant les modalités prescrites par l'article 7 de la convention.

L'Association reconnaît le Sdis 76 comme un partenaire officiel de l'« ARMADA 2019 ».

A ce titre, l'Association s'engage à :

- Faire apparaître le Sdis 76 sur tous les supports de communication élaborés par l'Association y compris les supports diffusés dans les différents médias (écrits, radio, télévision, sites Internet, réseaux sociaux) et aura la visibilité sur les différents événements (conférences, invitations VIP...) au même titre que les autres collectivités partenaires,
- A associer le Sdis 76 à la préparation et à l'organisation de l'Armada 2019 dans le cadre du Comité de pilotage (COPI) qui sera mis en place ;
- A associer le Sdis 76 aux réunions d'élaboration de son plan de communication ;
- A autoriser le Sdis 76 à mener des opérations parallèles de communication sur les quais des deux rives de la Seine pendant toute la durée du rassemblement des bateaux à Rouen. La définition exacte de ces opérations sera précisée ultérieurement et validée par les deux parties, dans le cadre des réunions conjointes d'élaboration du plan de communication ;
- A faciliter par tout moyen les actions que le Sdis 76 sera susceptible d'organiser tant en matière de distribution d'objets promotionnels ou de documentation aux visiteurs que de témoignages de reconnaissance de ses agents bénévoles et leurs familles.

Article 6 - Exclusivités

Le Sdis 76 s'engage à respecter les contrats d'exclusivités des licenciés et/ou fournisseurs agréés par l'Association dans le cadre de la présente manifestation, dont une liste sera élaborée et complétée au fur et à mesure des signatures des contrats (voir Annexe 3).

Cette liste sera adressée au Sdis 76 qui s'engage à la respecter, à moins que son refus ne soit justifié par un motif légitime ou par l'obligation de respecter la législation sur les marchés publics.

IV - PARTICIPATION FINANCIERE

Article 7 — Montant de la prestation et modalités de versement par l'Association

Le montant prévisionnel des moyens susceptibles d'être mobilisés pour assurer la sécurité de la manifestation est estimé à 386 427 €.

Ce montant est détaillé en annexe 2 de la convention.

Afin de concourir à la réussite de l'« ARMADA 2019 », le Sdis 76 accepte l'application d'une remise exceptionnelle de 66,10%.

La facturation de la prestation est fixée forfaitairement à 130 998 € et sera appelée en 2 fois comme suit :

- 50% au 31 mars 2019,
- 50% au 30 novembre 2019.

A réception des avis de somme à payer émis par le Sdis 76, l'Association procédera au paiement auprès du Payeur départemental, comptable du Sdis 76 sis 13 rue Malouet à Rouen (76 100).

V - DISPOSITIONS JURIDIQUES ET DE CONTROLES COMPTABLES

Article 8 — Cession

Les droits et obligations de la présente convention ne pourront être cédés par l'une des parties sans le consentement préalable et écrit de l'autre.

Article 9 — Assurance Responsabilité

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive.

L'Association devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Sdis 76 ne soit ni recherchée ni inquiétée.

De son côté, le Sdis 76 souscrira les contrats d'assurances nécessaires.

Article 10 — Engagements de l'Association L'Armada

10.1 - Obligations comptables et contrôle de l'utilisation des fonds

Conformément aux principes du plan comptable général applicable au 1^{er} janvier 2000 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif, l'Association établit ses comptes et bilan pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Pour ce faire, l'Association tient une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable général et aux adaptations qui en découlent en application de l'arrêté du 8 avril 1999 portant homologation du règlement n° 99.01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des Associations, et fondations, et respecte la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Ainsi, l'Association transmettra au Sdis 76, au plus tard à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la clôture du dernier exercice : le bilan, le compte de résultat et les annexes du dernier exercice clos certifiés par le commissaire aux comptes.

10.2 - Obligations diverses — impôts et taxes

L'Association se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet.

En outre, l'Association fera son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances présentes et futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que le Sdis 76 ne puisse être inquiété à ce sujet en aucune façon.

Article 11 - Résiliations et litiges

11.1 - En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements respectifs inscrits dans la présente convention ou de l'une des clauses de l'un de ses avenants éventuels, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une lettre en recommandé avec avis de réception motivant son intention.

11.2 - En cas d'annulation de la manifestation ou de résiliation de la convention, l'Association et le Sdis 76 conviennent de se rapprocher pour régler de façon contractuelle les conséquences juridiques et financières de ces décisions et au besoin de faire appel à un arbitre désigné en commun par les parties.

Article 12 - Dispositions diverses

La présente convention représente le seul accord entre les parties, et toute modification devra faire l'objet d'un avenant signé par chacune des parties.

Article 13 - Compétence juridictionnelle

En cas de litige, le tribunal administratif de Rouen sera seul compétent.

Il est joint au présent contrat :

- Annexe 1 : Budget prévisionnel
- Annexe 2 : Moyens prévisionnels mobilisés pour assurer la sécurité
- Annexe 3 : Conditions générales de l'Armada 2019
- Annexe 4 : Liste des exclusivités, fournisseurs et partenaires

Fait à ROUEN, en deux exemplaires, le

Pour L'ARMADA DE LA LIBERTE

Le Président,

Patrick HERR

Pour le Service départemental d'incendie
et de secours de la Seine Maritime

Le Président,

André GAUTIER

Annexe 1 : Budget prévisionnel 2019 (en K€)

RECETTES			2019	DEPENSES			2019
BATEAUX			1700	BATEAUX			
	SOIREES				LOCATION		1450
	DESCENTE				PONTONS		200
	BAR à BORD				PILOT LAMAN REMOQ		200
	TRAITEURS				COMMERCIALISATION		150
REDEVANCES NDIE EVENTS			300				2 000
				AMENAGEMENTS SITE			
					ELECTRICITE	900	
BATEAUX PROMENADE			600		Assainissement	0	
					SANITAIRES	400	
LICENCES			800		NETTOYAGE	350	
	SPONSORS				LOCATIONS	150	
	LICENCES						1800
	FOURNISS						
				COMMUNICATION			450
				ANIMATION			250
SUVENTIONS PARTENAIRES PUBLICS			3 250				
	DEPARTEMENT 76		1 000	ASSURANCES			300
	METROPOLE		1 000	Frais de fonctionnement et généraux de la manifestation			600
	VILLE ROUEN		600				
	REGION		280	sécurité manifestation			1300
	CCI		50				
	Haropa et GPMR		200	Charges exceptionnelles			150
	Département 27		120				
TOTAL			6 650	SOUS TOTAL			6 850
Fonds Propres de l'Association			200				
TOTAUX			6 850	TOTAL			6 850

Annexe 2 : Moyens prévisionnels mobilisés pour assurer la sécurité

	Unité	Coût horaire ou unitaire	Nombre par jours	Nombre de jours	Total
Dispositif sur site de 10h à 1h					
Armement du PCI Armada					
Officiers fixes au PC interservices (1 Chef de site, 1 chef de colonne, 1 Chef de groupe)	3	8,72 €	15	10,5	4 121,38 €
VL déplacement des officiers	1	112,00 €	15	10,5	17 640,00 €
Poste nautique					
Officiers (1 Chef de groupe, 1 officier AMU)	2	8,72 €	15	10,5	2 747,59 €
VL déplacement des officiers	1	112,00 €	15	10,5	17 640,00 €
Equipe SAL (1 BSL avec 3 SAL)	1	273,00 €	15	10,5	42 997,50 €
Equipe SAV (1 BSL avec 3 SAL)	1	273,00 €	15	10,5	42 997,50 €
Repas pris en charge par l'Armada	11	15,25 €	2	10	-3 355,00 €
Sous-total renforcement du dispositif sur site					124 788,97 €
Dispositif hors site					
Renforcement du dispositif opérationnel courant (2 soirées - 20h à 1h) - Groupe secours à personnes					
Chef de groupe	1	8,72 €	5	2	87,23 €
Officier AMU	1	8,72 €	5	2	87,23 €
VL déplacement des officiers	1	112,00 €	5	2	1 120,00 €
VSAV	3	273,00 €	5	2	8 190,00 €
VTU	1	111,00 €	5	2	1 110,00 €
FPT	1	273,00 €	5	2	2 730,00 €
Sous-total renforcement du dispositif opérationnel courant					13 324,45 €
Moyens réservés à la manifestation et positionnés hors site					
FPT	2	273,00 €	15	10,5	85 995,00 €
VSAV	3	273,00 €	15	10,5	128 992,50 €
Sous-total renforcement du dispositif hors site					214 987,50 €
Moyens concourant aux risques de la manifestation et à l'augmentation de l'activité sur la Métropole de Rouen					
Renforcement de commandement (1 chef de colonne et 1 chef de groupe supplémentaire)	2	8,72 €	15	10,5	2 747,59 €
Renforcement permanence SSSM au CODIS	1	8,72 €	12	10,5	1 099,04 €
VL déplacement des officiers	1	112,00 €	15	10,5	17 640,00 €
Renforcement effectifs de garde jours semaine nuit 19h-1h (CIS Barentin, Grand Quevilly, et Sotteville les Rouen)	6	5,81 €	6	6	1 253,88 €
	6	6,23 €	6	6	1 344,60 €
	6	7,04 €	6	6	1 519,56 €
Renforcement effectifs de garde week-end et fériés 10h-1h (CIS Barentin, Grand Quevilly, et Sotteville les Rouen)	6	5,81 €	15	4,5	2 351,03 €
	6	6,23 €	15	4,5	2 521,13 €
	6	7,04 €	15	4,5	2 849,18 €
Sous-total moyens concourant aux risques de la manifestation					33 325,99 €
TOTAL					386 426,91 €

**Le présent devis correspond aux moyens prévisionnels qui pourraient être engagés.
Ces derniers pourraient être modulés suivant les consignes de sécurité imposées par
l'autorité préfectorale, sans modification de coût.**

Annexe 3 : Conditions générales de l'Armada 2019*

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION ORGANISATRICE

L'ARMADA DE LA LIBERTE est une association régie par la loi de 1901 ; elle a été déclarée à la Préfecture de Seine-Maritime le 28.12.1990 (Journal Officiel du 06.02.1991). Son siège est situé au Hangar 23, boulevard Émile Duchemin, 76000 ROUEN. Elle est représentée par son Président, Monsieur Patrick HERR, et dénommée « L'ARMADA ».

L'ARMADA organise, du 6 au 16 Juin 2019, un rassemblement de voiliers, de navires de guerre et de bateaux de croisière, qui se déroulera à Rouen, en Seine et dans tous autres lieux (ci-après la « Manifestation »), dénommé « L'ARMADA 2019 ».

ARTICLE 2 : ETENDUE DES RELATIONS CONTRACTUELLES

Les contrats relatifs à l'organisation de la Manifestation sont soumis aux présentes conditions générales qui prévalent sur toute condition du cocontractant, sauf dérogation formelle et expresse de notre part. Par ailleurs, les conditions particulières complétant les présentes conditions générales prévaudront sur ces dernières en cas de contradiction.

Le cocontractant de L'ARMADA s'engage à faire accepter et respecter les présentes conditions à tous ses préposés et sous-traitants.

ARTICLE 3 : SITE DE LA MANIFESTATION

La Manifestation aura lieu sur les quais rive droite et rive gauche situés entre le Pont Guillaume le Conquérant et le Musoir ainsi que sur toute extension accordée par la Ville ou le Grand Port Maritime de Rouen.

A cet effet, le Grand Port Maritime de Rouen et la Ville de Rouen ont, par convention, accordé à L'ARMADA l'autorisation d'occupation temporaire requise.

ARTICLE 4 : INDÉPENDANCE DES PARTIES

Le présent contrat constitue un contrat conclu entre des personnes juridiquement indépendantes et ne saurait en aucun cas être considéré comme constitutif d'une société ou d'un GIE de droit ou de fait entre les parties.

Au titre de leurs prestations respectives dans le cadre des présentes, les parties agissent en leur nom et sous leur seule responsabilité et veilleront au respect des présentes dispositions dans leurs rapports avec les tiers, et notamment dans leurs rapports avec leurs propres sous-traitants.

Chacune des parties exercera les droits concédés par les présentes pour son compte exclusif et à ses risques et périls pendant toute la durée de l'événement, suivant les termes et aux conditions énoncées.

ARTICLE 5 : EXCLUSIVITÉS ET AUTRES DROITS CONCÉDÉS

Le cocontractant s'engage à respecter les exclusivités et autres droits consentis par L'ARMADA à d'autres partenaires ou prestataires, dont la liste est jointe aux présentes conditions générales ou sera remise à une date ultérieure. Cette liste étant évolutive, un exemplaire mis à jour est à la disposition du cocontractant au siège de L'ARMADA.

ARTICLE 6 : UTILISATION DU NOM ET DE L'IMAGE DU COCONTRACTANT

L'ARMADA se réserve la possibilité d'utiliser le nom du cocontractant et son image, ses droits photographiques, audiovisuels, numériques, tant pour la promotion de la Manifestation que pour sa commercialisation, tant avant, pendant, qu'après l'événement.

Le cocontractant est avisé de la présence de médias sur le site pendant la Manifestation. Il renonce expressément à tout recours, tant contre L'ARMADA que contre les producteurs ou distributeurs, à raison de la diffusion, tant en France qu'à l'étranger, par voie de télévision, par vidéogramme, par tout procédé numérique, et de tous autres supports (livres, plaquettes, CD-Rom, DVD, clés USB...) de son image, de sa marque, de ses produits et/ou services, etc., et garantit L'ARMADA contre tout recours de ses préposés sous-traitants et cocontractants, s'engageant par avance à leur imposer la présente obligation.

ARTICLE 7 : RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le cocontractant s'engage à respecter et à faire respecter par ses éventuels sous-traitants les droits de l'homme, et notamment les normes fondamentales de protection de la dignité et de la sécurité des travailleurs. Le cocontractant s'engage à ce que ses produits ne soient pas le résultat d'activités contraires aux Droits de l'Enfant.

Le cocontractant s'engage à se conformer à l'ensemble des normes, dispositions légales et réglementaires françaises et européennes et aux conventions internationales en vigueur, relatives notamment à la santé, la sécurité et la protection du consommateur.

Le cocontractant veillera à ce que ses produits ne portent pas atteinte aux droits des tiers comme étant constitutifs d'actes de contrefaçon ou de concurrence déloyale.

De façon générale, le cocontractant s'engage à exécuter le présent contrat en prenant toutes les mesures nécessaires pour ne pas porter atteinte aux intérêts légitimes et à la réputation de L'ARMADA.

Les activités du cocontractant doivent satisfaire aux lois, règlements et normes en vigueur dans l'Union Européenne, en matière de protection de l'environnement.

Le cocontractant s'engage à respecter toutes dispositions du Code du Travail et notamment celles relatives au travail dissimulé.

Le cocontractant relèvera et garantira L'ARMADA contre toutes condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre et des conséquences dommageables directes et/ou indirectes qui pourraient survenir du fait de ses produits et/ou de ses services, et/ou de la mauvaise exécution de ses obligations par le cocontractant.

Le cocontractant remboursera L'ARMADA de tous les frais qui auront été supportés par son fait, notamment frais de procédure et honoraires d'avocat.

ARTICLE 8 : RISQUE - ASSURANCE - RESPONSABILITÉ

Le cocontractant supportera les risques de perte de quelque nature que ce soit et de détérioration, y compris en cas de force majeure ou d'événement fortuit.

Il est bien entendu que le cocontractant doit s'assurer personnellement pour tout risque découlant de son exploitation et du matériel et du mobilier qu'il utilisera. Il devra en justifier auprès de L'ARMADA au plus tard dans les huit jours suivant la signature du contrat, et au plus tard le 30 avril 2019, à défaut de quoi l'ensemble du contrat pourra être résilié à la seule initiative de L'ARMADA.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION - ANNULATION

En cas de non-respect par les parties de leurs engagements, le contrat existant entre L'ARMADA et le cocontractant pourra être résilié sous réserve de tous dommages-intérêts un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec AR, avant le 31 mars 2019, cinq jours après mise en demeure entre le 1er avril et le 15 mai 2019, et un jour après mise en demeure au-delà.

En dehors de cette hypothèse, le cocontractant ne pourra en aucun cas faire usage d'une faculté de retrait discrétionnaire ou d'un droit de reprise avant le terme convenu.

En cas d'annulation de la Manifestation, L'ARMADA pourra mettre fin au présent contrat. Cette résiliation ne produira effet que pour l'avenir et ne donnera droit à aucune indemnité au profit du cocontractant.

Les comptes seront arrêtés à la date de l'annulation.

Dans tous les cas, les sommes dues à la date de la rupture du contrat, quelle qu'en soit la cause, resteront acquises à L'ARMADA.

ARTICLE 10 : DÉLAI DE PRESCRIPTION

Le délai de prescription est fixé à dix-huit mois.

ARTICLE 11 : CESSIION DU CONTRAT

Le contrat existant entre L'ARMADA et ses cocontractants est conclu en tenant compte de la personnalité du cocontractant. En conséquence, celui-ci n'est pas autorisé à le céder.

ARTICLE 12 : NULLITÉ

Si l'une ou plusieurs stipulations du présent contrat s'avéraient nulles ou devaient être déclarées illégales ou non applicables, cette nullité n'affecterait pas la validité des autres stipulations dudit contrat et les parties s'engagent à remplacer les stipulations nulles par de nouvelles conventions juridiquement valables et aussi près que possible du sens et du but envisagé.

ARTICLE 13 : LOI APPLICABLE – INEXÉCUTION – LITIGES

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts calculés en application des dispositions de l'article L.441-6 du Code de Commerce : « le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire. »

Sous réserve de tous dommages et intérêts et sans faire obstacle aux stipulations de la clause qui précède, le cocontractant indemniserà L'ARMADA à hauteur de 600 € en phase précontentieuse et 1.800 € en phase contentieuse, au titre des frais de réclamation, de mise en demeure, de procédure ou d'exécution qu'elle devra déboursier en vue du recouvrement des impayés, de l'exécution forcée du contrat ou pour toute procédure judiciaire.

Tout litige relatif au présent contrat sera soumis aux tribunaux de Rouen.

Le signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire des conditions générales
Faire précéder la signature de la mention suivante « Lu et approuvé ».





Fait à Rouen, Le

Patrick HERR
L'ARMADA DE LA LIBERTE

André GAUTIER
LE SDIS 76

*Sous réserve des modifications législatives en cours.

Annexe 4 : Liste des exclusivités, fournisseurs et partenaires
Liste actualisée à votre disposition sur demande

Qualité	Société	Logo	Contact / coordonnées
Partenaire institutionnel	Région Normandie	 RÉGION NORMANDIE	Abbaye aux Dames Place Reine Mathilde CS 50523 14035 CAEN Cedex 1
Partenaire institutionnel	Département Seine-Maritime	 76 SEINE-MARITIME	Hôtel du Département Quai Jean Moulin 76101 ROUEN Cedex 1
Partenaire institutionnel	Rouen Métropole	 métropole ROUEN NORMANDIE	108 allée François Mitterrand 76006 ROUEN
Partenaire institutionnel	Ville de Rouen	 Rouen	Hôtel de Ville Place du Général de Gaulle 76000 ROUEN
Partenaire institutionnel (En cours)	GPMR HAROPA	 HAROPA Ports de Paris Seine Normandie	34 quai de Boisguilbert 76000 ROUEN
Partenaire institutionnel (En cours)	CCI Rouen Métropole	 CCI ROUEN MÉTROPOLE Rouen Dieppe Elbeuf	10 quai de la Bourse 76000 ROUEN
Partenaire institutionnel	Marine Nationale	 MARINE NATIONALE	
Partenaire Institutionnel	Seine Maritime Attractivité	 Seine Maritime Attractivité	Xavier PREVOTAT 28 rue Raymond Aron BP 52 76824 Mont Saint Aignan 02.35.12.16.13.
Partenaire institutionnel	Rouen Normandie Tourisme & Congrès	 Rouen NORMANDIE TOURISME & CONGRÈS	25 place de la Cathédrale 76008 ROUEN
Fournisseur exclusif	LM Communication	 LM Communication	Patrick MARAIS ZA chemin des Grès 76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY 02.32.18.07.70 patrick@lmcommunication.com
Fournisseur Agréé Véhicules et matériel frigorifique	Petit Forestier	 PETIT FORESTIER Le Loueur de Froid	Christophe DELAHAYE Avenue du Général Leclerc 76120 LE GRAND QUEVILLY 02.35.67.50.00 cdelahaye@petitforestier.fr
Fournisseur Agréé Produits frais et surgelés	Sysco France (anciennement Davigel)	 Sysco	Lionel SANCHEZ Parce d'Activités les Vikings 76890 BEAUTOT 02.32.98.79.78 lionel.sanchez@davigel.fr
Fournisseur Agréé Produits frais et surgelés	Metro	 METRO	Jean-Luc GREGOIRE 55, chemin du Halage 76300 Sotteville-lès-Rouen 02 32 95 92 01 jean-luc.gregoire@metro.fr

Fournisseur Agréé Produits frais et surgelés + glaces à emporter	NPN distributio n: Miko, Relais d'Or		Christophe LAXENAIRE 06.16.58.70.74 Christophe.laxenaire@nnp-distribution.com
Fournisseur Agréé Produits frais et surgelés	MIN de Rouen		Laurent ARTIGOU (Directeur) Avenue Bernard Bicheray, 76000 ROUEN 02.32.10.55.24 direction@minderouen.fr
Distributeur Exclusif Boissons	Bono Distribution - Kronenbourg		Claude BREHAT 06 85 82 55 84 cbrehat@bono.fr
Fournisseur Exclusif	Spiritueux	(à venir)	(à venir)
Traiteur Agréé	Bonnaire		Julie VIBERT 555 rue Noyer Bouttières 76800 SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY 02 32 81 89 41 julie@bonnaire.fr
Traiteur Agréé	Cirette		Stéphane CIRETTE MIN de Rouen – Avenue du Cdt Bicheray 76000 ROUEN 06 81 41 04 67 stephane@cirette-traiteur.com
Traiteur Agréé	Erisay		Marc LEROUX 39 rue aux Ours 76000 ROUEN 02 35 98 64 68 marc.leroux@erisay.fr
Traiteur Agréé	Lecointe		Teddy BOVIN Rue Gay Lussac 76150 LA VAUPALIERE 02 35 33 03 30 com.r@lecointetraiteur.fr
Traiteur Agréé	Coudray		Céline COUDRAY-BREAL MIN de Rouen - Avenue Cdt Bicheray 76000 Rouen 02 35 98 47 64 – 06 30 52 29 22
Banque Officielle	Crédit Agricole		Leïla CAPIAUX 02 27 76 63 99 Laila.capiaux@ca-normandie-seine.fr
(En cours)	Agence de l'eau		Barbara TETELAIN 02 35 63 61 45 tetelain.barbara@aesn.fr
Commercialisateur du site	Normandie événements		Benjamin DERO 06 10 14 80 26 benjamin.dero@normandie-evenements.com
Fournisseur site internet	Studionet		Mathieu LAUMONIER 02 78 77 00 05 mathieu.laumonier@studionet.fr
Fournisseur exclusif	Toshiba	TOSHIBA	Boulevard industriel CS 90258 76300 Sotteville-lès-Rouen 02 35 64 56 60
Fournisseur exclusif	Renault		(à venir)
Fournisseur exclusif BD	Éditions petit à petit		Éditions petit à petit 53 Rue Cauchoise, 76000 Rouen 02 35 89 56 77